



European Roma and Travellers Forum  
c/o Council of Europe  
F - 67 075 Strasbourg  
Tel.: + 33 3 90 21 53 50  
Fax: + 33 3 90 21 44 34  
e-mail: [ertf@ertf.org](mailto:ertf@ertf.org)  
[www.ertf.org](http://www.ertf.org)

# ERTF Update

09/2007

17.04.07

## Political Developments

## International Organisations

---

### Council of Europe

---

#### **Discours de Terry Davis, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Commémoration du Yom Hashoah**

Strasbourg, 15 avril 2007

Le désastre dont furent victimes des millions de personnes qui ont eu à subir la punition ultime pour un crime dont ils n'étaient en rien responsables, ni coupables : le crime d'identité.

Coupable d'être né, ici, dans tel ou tel milieu juif ou tsigane. Impossible d'échapper au crime d'exister. Sauf par la mort. A ce titre, tous les survivants sont des résistants.

Comment commémorer les victimes?

Par le silence. Se taire pour entendre l'absence de celui qui ne jouera plus du violon ou de l'accordéon, qui ne parlera plus le yiddish ou le romani de leurs parents, qui ne dansera plus aux mariages de ses enfants qui ne naîtront pas. Nous sommes dans une Europe amputée et nous devons écouter le silence assourdissant des disparus, car ils nous parlent de notre futur. Par la lecture des noms qui redonne à chaque victime son individualité. Or, elle n'était devenue pour ses bourreaux qu'un animal, un sous-homme, un microbe, un numéro tatoué sur son bras, un Stück, une pièce à éliminer. De nouveau, elle redevient un enfant, une femme, un homme avec un héritage culturel, inscrit dans le nom choisi et transmis par ses parents. L'appeler par son nom, c'est lui restituer une place d'honneur dans notre société humaine, en affirmant sa non culpabilité d'identité.

Les Roms et Gens du voyage ont tout comme les juifs été victimes de l'Holocauste. Longtemps méconnues, leurs souffrances doivent aujourd'hui être enseignées et reconnues. Il est de notre

devoir de les aider à trouver des moyens symboliques pour transmettre la mémoire du Samudaripen - l'Holocauste des Roms et Sinti - en fonction des spécificités de leurs cultures. Le Conseil de l'Europe a initié dès 2000 la « Journée de la Mémoire de l'Holocauste et de prévention des crimes contre l'humanité » dans les écoles des 49 pays signataires de la Convention culturelle européenne.

Agir plutôt que réagir tel est le leitmotiv de notre action. Résolument tournés vers l'avenir, nos programmes considèrent l'histoire de toutes les victimes : Juifs, Roms, homosexuels, handicapés.

Cette Journée est un point de départ. Combattre l'exclusion exige de chacun un engagement quotidien pour les valeurs démocratiques et humanistes, valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe. La situation actuelle des Roms et d'autres populations en difficultés nous rappelle que rien n'est définitivement gagné. Chaque citoyen européen peut faire une différence là où il se trouve. Une différence en refusant l'indifférence. C'est un choix. C'est notre choix.

## Countries

### Europe

---

#### **Les supporters racistes doivent être exclus à vie, selon John Carlos**

12 avril 2007

Les supporters de football qui se permettent des comportements racistes dans les enceintes sportives doivent être interdits de stade à vie, a déclaré John Carlos, l'un des deux sprinteurs américains auteurs du salut "black power" aux Jeux de 1968, jeudi à Bucarest.

"Ces gens là devraient être escortés immédiatement hors du stade et en être interdits à vie", a déclaré John Carlos, lors d'une conférence de presse organisée au centre culturel américain sur le thème du "racisme dans le sport".

Le médaillé de bronze du 200 m à Mexico, en tournée de 4 jours en Roumanie, faisait référence aux comportements racistes exprimés dans de nombreux stades européens à travers des insultes, chants, gestes ou banderoles comme ce fut le cas lors du match Lituanie-France du 24 mars comptant pour les qualifications à l'Euro-2008.

L'Union européenne de football a ouvert une enquête sur la banderole raciste déployée à la fin des hymnes nationaux du match Lituanie-France et une réunion "dans le mois qui vient" devrait décider d'éventuelles suites disciplinaires.

A savoir si les joueurs visés devraient exprimer leur mécontentement en allant jusqu'à quitter le terrain, Carlos a estimé que les sportifs "ont des engagements contractuels" et que ce serait "plutôt aux propriétaires des clubs d'avoir une attitude plus responsable et aux fédérations de mieux éduquer le public pour lui faire comprendre que le sportif est là pour le servir".

Au passage, il a conseillé à la presse roumaine de relater chaque incident visant les Roms dans les stades ou dans la vie de tous les jours.

URL de cet article

<http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=200003&sid=7710752>

---

## Austria

---

### Platz für Roma & Sinti: Wieder bei Punkt Null

18. April 2007

*VÖCKLABRUCK. Außer gesammelten Erfahrungen kann LABg. Gottfried Hirz in Sachen Lagerplatz für durchreisende Roma und Sinti nichts anbieten. Eine Übergangslösung muss dringend gefunden werden.*

Passende Liegenschaften hätte es nach langer Suche in Vöcklabruck, Timelkam und Attnang-Puchheim zwar gegeben, aber "alle Grundeigentümer haben abgesagt". Gottfried Hirz, der sich im Auftrag des Regionalmanagements für eine dauerhafte Lösung engagiert, ist enttäuscht, hat aber noch Hoffnung.

"Ich halte es alleine aus historischen und menschlichen Gründen für eine gesamtregionale Verantwortung, bezüglich eines Rastplatzes eine befriedigende Lösung in unserem Bezirk zu finden." Wie die aussehen soll, weiß er. Theoretisch. "Jene Gemeinde, die einen Rastplatz für Roma und Sinti errichtet, würde als Vorzeigegemeinde gelten." Nur will irgendwie keine Gemeinde Vorzeigegemeinde werden, denn sonst hätte es nach einem Jahr intensiver Suche nicht dieses Ergebnis gegeben.

Die Roma und Sinti sind wieder unterwegs und werden, wenn der Bezirk keinen offiziellen Rastplatz anbieten kann, irgendwo ihre Wohnwägen aufstellen. "Dann gibt es aber erst recht Konflikte", sagt Hirz. Am Spitzberg in Attnang-Puchheim, wo die Roma und Sinti bisher campierten, wird in den nächsten Tagen die Höhenbegrenzung errichtet, sagt Bürgermeister Ludwig Glaser. "Der Gemeinderatsbeschluss steht, da ist nichts rückgängig zu machen."

Quelle: OÖNachrichten

<http://www.nachrichten.at/lokal/salzkammergut/539734?PHPSESSID=6de8910c2ea256891b7e7b451c0dba04>

---

## Bosnia-Herzegovina

---

### La situation difficile des Roms de Bosnie-Herzégovine

30 mars 2007

*Racisme, discriminations sociales, faible accès à l'éducation, quasi-exclusion du marché de l'emploi : la situation des Roms de Bosnie-Herzégovine demeure critique. L'Union européenne exige pourtant que les pays fasse des progrès dans ces domaines. Officiellement, il n'y aurait que 8 900 Roms, mais on avance des chiffres compris entre 80 et 100 000 individus. Les organisations rroms de Fédération et de Republika Srpska pensent à s'unir.*

« Hé, les journalistes, se peut-il que Campo [surnom de Mirsad Zulic, illustre acteur rrom] n'ait pas eu l'Oscar en or d'Amérique uniquement à cause du sang tzigane qui coulait dans ses veines ? », demande un monsieur entre deux âges, habitant du village rrom de Gorica, aux journalistes de *Slobodna Bosna*. C'est dans ce village qu'a grandi Emir Kusturica, le grand réalisateur, qui a promu Campo parmi les étoiles cinématographiques de l'ex-Yougoslavie.

Certes, ce « dilemme cinématographique » peut être accueilli comme une blague ; néanmoins, il dévoile la juste peur des Roms par rapport au racisme et la ségrégation dans le monde. Officiellement, en Bosnie-Herzégovine, on compte 17 minorités ethniques, dont

les plus nombreux sont les Roms, qui ont d'ailleurs un niveau de vie social très bas. D'après les statistiques publiques, en 1991, les Roms étaient au nombre de 8 900, tandis que les chefs des quarante associations rroms qui existent en Bosnie affirment que ce nombre va de 80 000 à 100 000 puisque, par crainte des discriminations, beaucoup de Roms se déclareraient Bosniaques, Serbes ou Croates.

### *Fraternité et égalité*

Les Roms sont la minorité la plus pauvre et la plus nombreuse de Bosnie-Herzégovine. La grande majorité des jeunes Roms gagnent leur vie en collectant des matières premières (surtout des métaux) sur les dépôts d'ordures ou en faisant la manche depuis leur petite enfance. Les habitants de Gorica assurent que les cercles mafieux profitent des enfants pour gagner de l'argent. « Nous sommes entre 80 000 et 100 000 en Bosnie-Herzégovine. Certes, les statistiques officielles ne témoignent pas en faveur de ces nombres, mais les Roms, avant la guerre, se déclaraient autrement, cherchant à mieux s'intégrer dans la société, ou craignant la discrimination raciale. En ex-Yougoslavie, nous étions considérés comme une minorité, tandis qu'après l'accord de Dayton, nous avons obtenu à nouveau un statut constitutionnel de minorité, que nous avions au bon temps de Tito », explique Fehim Osmanovic, le président de l'Association Put Roma, « La voie des Roms », de Vitez, et dirigeant du Conseil des Roms de Bosnie-Herzégovine (*Vijeće Roma*).

« Le gouvernement de Bosnie-Herzégovine nous assure une grande aide morale, et une toute petite aide matérielle, nous pouvons donc conclure que notre population se trouve aux marges de la société. Nos problèmes sont nombreux : cela va de la sécurité sociale et du logement jusqu'à l'emploi et l'éducation. Nous considérons la Bosnie-Herzégovine comme notre unique patrie, donc les frontières de deux entités ne sont pas un obstacle pour nous, et les Roms de la Republika Srpska et de la Fédération coopèrent très bien entre eux. En outre, nous avons envisagé la fondation d'une association nationale rrom au niveau de l'État », poursuit Fehim Osmanovic, président de l'organisation que la plupart des Roms considèrent comme leur unique représentant légal.

Notre interlocuteur souligne que l'idée de la fondation d'une telle organisation est aussi soutenue par de nombreuses associations de Republika Srpska, dont l'Union des Roms de Sasa Matic, et l'association Veseli Brijeg de Banja Luka, dirigée par Saha Ahmetovic. « La position sociale des Roms en Republika Srpska et en Fédération est également difficile en ce qui concerne l'emploi, la pauvreté, la santé et l'éducation, et, après la guerre, très peu de familles rroms sont rentrés à Banja Luka. Les Roms sont une minorité, et notre engagement politique est très peu influent. Cependant, le peuple rrom n'a pas l'intention de diviser le pays en entités, ni selon les différences idéologiques ou religieuses. En Bosnie-Herzégovine, le problème du racisme est assez marqué, et nous essayons de lutter contre les préjugés, c'est pourquoi nous devons travailler tous ensemble », explique Saha Ahmetovic, travailleur social et présidente de l'association Veseli Brijeg de Banja Luka.

### *Le bon vieux temps de Tito*

Les représentants de l'Union européenne s'occupent des populations rroms, posant le respect des droits de la personne comme condition pour le rapprochement européen de la Bosnie. En 2003, les Roms ont été déclarés minorité nationale dans la Constitution de la Bosnie-Herzégovine, qui leur garantit tous les droits de la personne et du citoyen. Cependant, la communauté internationale a fait quelques remarques au sujet de l'attitude de notre gouvernement envers cette population.

« Les droits et les obligations des minorités nationales en Bosnie-Herzégovine, aussi bien que les obligations des autorités du pays de respecter, protéger et développer l'identité

culturelle, linguistique et religieuse de chaque citoyen du pays, sont définis par la Loi. Ce document assure le droit à l'usage de sa propre langue, le droit à l'éducation, le droit économique et social, le droit d'établir des institutions culturelles, le droit de participation dans le gouvernement, et le droit à la diffusion des informations, impliquant la création et le bon fonctionnement de stations de radio ou de télévision, de la presse, etc. », explique le bulletin *Nos voix comptent bien*, publié en 2006 avec l'aide de USAID.

Un sondage intitulé « Soyons actifs », mené en Bosnie-Herzégovine avec l'aide de la Commission européenne et de l'UNICEF, a montré que les Roms ont en ce pays un statut de « citoyens de seconde classe ». Le rapport issu de ce sondage confirme que les travailleurs sociaux n'ont rendu visite qu'à 1,5% des familles roms, que 40% d'enfants n'ont pas d'accès à l'assurance médicale, et que 60% de familles ignorent si leur enfants ont été vaccinés contre certaines maladies. En plus, d'après une autre enquête conduite par l'OSCE, seulement 64% des enfants roms ont accès à l'éducation élémentaire, et la plupart de ces enfants sont en proie à une ségrégation raciale, tandis que leur position matérielle ne fait qu'approfondir les différences.

Par ailleurs, les rapports de l'UNICEF rappellent les problèmes de la traite des êtres humains. Un nombre considérable d'enfants roms seraient l'objet de ce commerce, et sont forcés soit de se prostituer, soit de mendier pour les maquereaux de la mafia.

« Nous espérons pouvoir assurer un avenir quelque peu meilleur pour nos enfants. Nous avons alarmé le gouvernement, et nous cherchons de l'aide de la part de la Banque mondiale et de la Commission européenne. Nos problèmes de base sont le chômage, l'éducation, la santé et le logement. Nous avons envisagé d'inclure le plus possible de jeunes roms, et de déraciner enfin la mendicité organisée par mafia. De même, nous avons besoin d'une aide de la part des autorités de Bosnie-Herzégovine, notre unique patrie. Nous voulons changer l'image commune des Roms dans ce pays, et montrer que nous pouvons et voulons bien faire partie de la société. Nous gardons un bon souvenir de Tito, qui nous a accordé tous les droits civils, surtout celui au travail », explique Mirsad Sejdic, président de l'association Romska Omladinska Inicijativa (« Initiative des jeunes Roms »). Saban Mujic, président de l'association Put Roma (« Le chemin des Roms ») est d'accord avec Mirsad Sejdic, et ajoute que les problèmes des familles qui n'ont pas l'eau courante ni l'électricité, des enfants non inscrits sur les registres de l'état-civil et qui n'ont donc pas de certificats de naissance, doivent être réglés le plus vite possible, car ce phénomène n'est pas admissible au XXI<sup>e</sup> siècle.

Edin Avdic

Source : Slobodna Bosna/Courrier des Balkans

<http://balkans.courriers.info/article8023.html>

---

## Czech Republic

---

### Roma-Minderheit in Tschechien: Es fehlen die positiven Vorbilder

16 April 2007

*Nach der erfolgreichen Wiedereinführung von Demokratie, einer freien Marktwirtschaft und der Bewältigung des Transformationsprozesses ist der tschechischen Gesellschaft ein ungelöstes Problem geblieben: Die kritische Situation der Roma-Minderheit hat sich seit der Wende kaum gebessert. Die negativen Aussagen von Vizepremier Jiri Cunek über Roma haben unlängst wieder einmal den Blickpunkt auf die Lage dieser Minderheit gerichtet. Lässt sich also erwarten, dass nach vielen vergeblichen Anläufen sich die Lebenssituation viele Roma endlich verbessern könnte? Dazu die heutige Ausgabe unserer Sendereihe Schauplatz.*

Die Aussagen der tschechischen Vizepremiere und Chefs der konservativen Christdemokraten, Jiri Cunek, sorgen seit Wochen für Diskussionen nicht nur innerhalb der Regierungskoalition. Zuletzt unterstellte er den Angehörigen der Roma-Minderheit in Tschechien, sie wären Sozialschmarotzer. Die Aufmerksamkeit der Öffentlichkeit richtet sich seither wieder einmal auf die Belange Roma - sie bilden die größte nationale Minderheit in Tschechien, das ansonsten der Nationalitätenstruktur nach ein mehrheitlich homogenes Land ist. Vor allem wird wieder einmal überlegt, wie man die Armut und die Perspektivlosigkeit vieler Roma beseitigen kann.

Blickt man aber zurück und betrachtet, wie diese Debatten in der Vergangenheit geführt wurde, muss man zum Schluss kommen, dass in einigen Wochen das Interesse der Politiker wie auch der Mehrheitsgesellschaft an der Findung entsprechender Lösungen wohl schnell wieder verschwunden sein wird.

Warum gibt es eigentlich von Seiten der öffentlichen Stellen keine Versuche, die Lage der Minderheit durch systematische Maßnahmen zu verbessern? Wie sehen die Roma selbst ihre Lage und wie beurteilen sie die Haltung der tschechischen Politiker? Dazu Ivan Vesely, der Vorsitzende der Roma-Organisation Dzeno:

"Ich stimme zu, dass die Debatte über die Lösung der alltäglichen Probleme der Roma nicht kontinuierlich geführt wird, sondern es Wellen sind, in denen dieses Thema präsent ist. Natürlich versuchen auch die Politiker gezielt die Roma-Frage aus taktischen Gründen auszuspielen. Wir dürfen aber nicht vergessen, dass es sich dennoch um ein Randthema auf der politischen Agenda des Landes handelt. Das trifft aber auch für die Medien und ihre Berichterstattung über die Roma zu. Kein Wunder also, dass dieses Thema dann von Leuten wie Jiri Cunek aufgegriffen wird. Diese Politiker profitieren davon, dass die Behörden seit Jahren unfähig sind, dieses Problem zu lösen, und machen das zur Grundlage ihrer Beliebtheit bei der tschechischen Bevölkerung und den Wählern."

Von Seiten der Politiker wurde die Roma-Frage in den vergangenen fünfzehn Jahren wie eine heiße Kartoffel angefasst und dann wieder fallen gelassen. Soweit es einen öffentlichen Druck auf die jeweils Regierenden gab, wurde durchaus versucht gewisse Lösungen zu finden und insbesondere auch Sofortmaßnahmen zu ergreifen, um die Lage der Minderheit zu verbessern. So geschehen Mitte der 90er Jahre, als es zu einigen öffentlichen Kundgebungen von Roma kam, die auf diese Weise auf ihre Lage aufmerksam machen wollten. Ein weiterer Fall, bei dem der Staat auf Grund eines Impulses von außen konkrete Hilfe leistete, war in der Zeit der Emigrationswelle der Roma Ende der 90er Jahre, als viele Angehörige der Minderheit das Land verließen und oft auf Grund von falschen Erwartungen nach Kanada und in einige Länder Westeuropas gingen. Doch ausgereifte Konzepte, die zu einer Verbesserung der Lage der Roma-Minderheit führen könnten, fehlen nach wie vor. Ivan Vesely hat folgende Erklärung dafür:

"Wir dürfen eines nicht vergessen: Seit dem Jahr 1993, also der Gründung der Tschechischen Republik, gab es hier sowohl bürgerliche wie auch linke Regierungen. Ein Regierungswechsel zog immer auch einen neuen Zugang zur Roma-Frage nach sich. Die bürgerlichen Regierungen sahen in den Roma eine nationale Minderheit mit einer eigenständigen Kultur und Sprache. Deshalb wurde in dieser Zeit großer Wert auf die Vertiefung des kulturellen Bewusstseins der Roma gelegt. Nachdem die Sozialdemokraten an die Macht gekommen waren, veränderte sich die Sichtweise in dem Sinn, in dem man die Roma-Frage als eine soziale Frage zu lösen versuchte. Auch das war problematisch, weil nicht alle Roma automatisch von der Mehrheitsgesellschaft ausgegrenzt werden und zu den ärmsten gehören. Die Roma sind keine soziale Gruppe, sondern eine nationale Minderheit, in deren Rahmen es verschiedene soziale Schichten gibt. Keine Regierung, weder eine rechte oder eine linke, hat es geschafft, diesen Umstand Rechnung zu tragen. Hier liegen die Wurzeln der Unzufriedenheit - sowohl auf Seite der Roma wie auch bei der Mehrheitsbevölkerung. Man sieht einfach nicht, dass die heute oft kritische Lage dieser Minderheit auch eine Konsequenz des Transformationsprozesses ist, der

die ganze Gesellschaft in den 90er Jahren erfasste. Ich will nicht sagen, dass die Schuld ausschließlich bei den einzelnen Regierungen liegt, weil vieles haben die Roma selbst mitverschuldet."

Als konkretes Beispiel führt Ivan Vesely die Mietschulden vieler Roma an - was auch in der ostmährischen Stadt Vsetin / Wesetin, wo der eingangs erwähnte Politiker Jiri Cunek Bürgermeister war, den Stein ins Rollen brachte. Laut Vesely kündigen viele Gemeinden oder Hausbesitzer wegen anhaltender Unfähigkeit der Roma ihre Miete zu bezahlen die Mietverträge.

Robert Schuster

Quelle: Radio Prag  
<http://www.radio.cz/de/ausgabe/90412>

---

## **La pression augmente sur le vice-premier ministre chrétien-démocrate**

11 avril 2007

Jiri Cunek, vice-premier ministre chrétien-démocrate dans le gouvernement de coalition conduit par le président du Parti civique démocrate, Mirek Topolánek, et qui comprend aussi le parti des Verts représenté par le vice-premier ministre Martin Bursík, doit faire face à bien des déboires.

Avant même de devenir vice-premier ministre du gouvernement de coalition issu de très longues négociations, après les dernières législatives tchèques de juin 2006, le président des chrétiens-démocrates tchèques a été obligé de faire face à de graves problèmes encore en tant que maire de la ville de Vsetin, en Moravie, dans l'est de la République tchèque. Il s'est fait connaître, surtout, par le déménagement forcé de Roms qui s'étaient retrouvés dans l'incapacité de paiement de leur loyer. Une affaire qui avait défrayé la chronique, en son temps. Selon certains observateurs, elle lui avait ouvert la voie du pouvoir et la présidence de la démocratie chrétienne. Un chemin qui l'a conduit à la fonction de vice-président du gouvernement de coalition de centre-droite, formé à l'issue d'interminables tractations, après les législatives de juin 2006. Aujourd'hui,

Jiri Cunek doit faire face à une poursuite en justice déposée par la communauté rom pour répondre de ses propos pouvant être considérés comme xénophobes, il est l'objet d'une enquête policière, car soupçonné de corruption quand il était encore maire de Vsetin et, est appelé à présenter sa démission au sein du gouvernement. Le comité national de la démocratie-chrétienne, après sa session du week-end, ne compte aucunement contraindre Jiri Cunek à démissionner, la présidence du parti non plus. Commentaire de Jiri Cunek : « *Il est inutile de revenir sur des décisions qui ont déjà été prises par le comité national* ».

Le président de la République est catégorique : il demande le départ de Jiri Cunek du gouvernement ou celui des policiers qui enquêtent sur son affaire de corruption éventuelle. Vaclav Klaus : « *Je pense que si Monsieur Cunek est coupable, il ne peut conserver sa fonction au sein du gouvernement, ou bien notre police s'est rendue coupable d'une erreur tragique, en soupçonnant une haute personnalité constitutionnelle. Dans ce dernier cas, un grand nombre de têtes devraient tomber de ce côté.* »

Jiri Cunek, vice-premier ministre et ministre de l'Aménagement territorial est toujours au centre de l'actualité avec une manifestation des activistes rom devant le siège du gouvernement, mercredi, et la démission du vice-président du groupe parlementaire chrétien-démocrate, Pavel Severa, en raison des déclarations aux essences xénophobes de Jiri Cunek.

Alain Slivinsky

Source: Czech Radio 7, Radio Prague  
<http://www.radio.cz/fr/article/90248>

---

## Memorial

13 April 2007

Prime Minister Mirek Topolánek said April 10 that the government has no money to move the controversial pig farm in Lety, south Bohemia, that is on the site of a World War II internment camp for Roma, or Gypsies. Instead, the government would support the construction of a memorial near the farm, he told reporters. The cost of moving the farm is estimated to be in the hundreds of millions of crowns. The previous government had promised to move the farm.

Source: Prague Post

<http://www.praguepost.com/articles/2007/04/11/seven-days.php>

---

## Roma

13 April 2007

Minister Džamila Stehlíková said April 9 that the government will present its Roma integration policy in June. Stehlíková, who is in charge of minority issues, said the initiative will focus on problems related to housing, education and employment. Meanwhile, Roma activists announced that they plan to file a criminal complaint against Deputy Prime Minister Jiří Čunek because of his recent inflammatory statements about the Roma. They are alleging that his comments have fomented hatred against them.

Source : Prague Post

<http://www.praguepost.com/articles/2007/04/11/seven-days.php>

---

## France

---

### La mémoire des déportés juifs, tziganes et homosexuels honorée à Strasbourg

15 avril 2007

Strasbourg - Une cérémonie organisée à la mémoire des déportés juifs, tziganes, homosexuels et "usagers de la psychiatrie" du Bas-Rhin a été organisée dimanche à Strasbourg avec le soutien dans l'assistance de rescapés des génocides rwandais et arménien. L'Alsace et la Moselle sont les seules régions de France où des directeurs alsaciens d'hôpitaux psychiatriques ont dressé des listes de malades mentaux devant "être exécutés dans un centre d'euthanasie près de Francfort", a rappelé le Dr Georges Federmann, président du Cercle Menachem Taffel. Les hôpitaux psychiatriques de Hoerdt et de Brumath (Bas-Rhin) ont ainsi désigné 100 personnes, 89 d'entre elles ont disparu. La cérémonie, commencée vers 10h00 devant l'Opéra du Rhin, en présence d'environ 150 personnes, devait se poursuivre jusqu'à 19h00 avec la lecture ininterrompue des 5.000 noms des Alsaciens juifs, tziganes, homosexuels et des personnes considérées par les nazis comme des malades mentaux. Elle devait se terminer par des chants funèbres juifs et tziganes. "La situation actuelle montre que rien n'est jamais gagné", a déploré le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Terry Davis. Les déportés du nazisme "n'avaient commis que le seul crime d'identité, le crime d'exister: ils étaient seulement coupables d'être nés ici juifs, ou tziganes, ou handicapés, ou homosexuels", a-t-il dit. Jean

Kahn, président du Consistoire central de France, a pour sa part rappelé que les juifs n'avaient pas été assassinés seulement par des nazis allemands, mais par de nombreux "nationaux" en Pologne, Roumanie, Hongrie, Slovaquie, Lituanie et Lettonie. "Si nous voulons construire une Europe avec ces pays, il faut qu'ils reconnaissent aussi les pages sombres de leur histoire", a-t-il dit, en regrettant que la Pologne, notamment, répugne à ce travail. Marcel Hoffman, coopérateur pastoral des gens du voyage d'Alsace, a souhaité que la France, comme l'Allemagne, demande pardon aux Tsiganes pour les avoir déportés en Allemagne ou internés dans des camps en France, jusqu'en 1946. Il a aussi dénoncé les discriminations qui persistent contre les gens du voyage: "aujourd'hui encore, en France, on a des carnets de nomade qu'il faut faire signer tous les trois mois à la préfecture, et ces papiers ne sont même pas reconnus dans les autres pays étrangers".

Source: AFP/France 3

[http://filinfo.france3.fr/popup\\_afp.php?nameRegion=alsace&id=%20070415112742.qa9a12a0](http://filinfo.france3.fr/popup_afp.php?nameRegion=alsace&id=%20070415112742.qa9a12a0)

---

## **Les Roms, oubliés de la campagne**

5 avril 2007

Des électeurs viennent de se rappeler au bon souvenir des candidats à l'élection présidentielle: les Roms, Gitans, Tziganes et autres Manouches, regroupés sous l'appellation «gens du voyage» pour des raisons de simplification administrative.

Français depuis le début du XVIe siècle, ils sont sans doute un demi-million à déambuler sur le territoire national; une dizaine de millions de Roms habitent en Europe, le plus grand nombre se situant dans le centre du continent. La France, comme d'ailleurs les autres Etats européens, ne nourrit guère de sympathie pour ces nomades qui ignorent les frontières et résistent à toutes les tentatives d'assimilation dont ils sont l'objet. Elle leur imposa en 1912 de porter sur eux un «carnet anthropométrique d'identité», à la suite du recensement de 1895 qui avait dénombré « quatre cent mille vagabonds et vingt-cinq mille nomades en bande voyageant en roulotte». Dès avril 1940 - avant l'invasion par l'Allemagne - le gouvernement leur imposait de se fixer dans une commune, employant en toutes lettres les mots de «camps de concentration» dans les circulaires adressées aux préfets à cette occasion. Le régime de Vichy n'eut qu'à se servir du fichage minutieux accompli par la IIIe République pour participer au génocide planifié à leur encontre par les nazis. Les estimations sur le nombre de Roms morts dans des camps d'extermination sont extrêmement variables (entre 50 000 et 400 000)... tant il est difficile d'évaluer correctement une population qui, dans certains pays européens, ne jouissait alors d'aucune reconnaissance.

Le carnet anthropométrique a été remplacé en 1969 par un titre de circulation, qui doit être visé régulièrement (au moins tous les ans, dans certains cas tous les trois mois) par la police ou la gendarmerie. Une commune sur quatre seulement respecte la loi Besson de 1990, qui leur fait obligation de réserver des terrains aménagés; il est interdit aux Roms de séjourner en dehors de ces emplacements. Il est souvent difficile à ces derniers d'obtenir une carte d'identité, et la majorité d'entre eux ne peut exercer son droit de vote, la loi leur imposant d'être rattachés à une commune depuis trois ans avant d'obtenir une carte d'électeur (contre six mois pour les citoyens ordinaires).

Depuis 2004, une fédération, la FNASAT, regroupe les associations militant pour que soient reconnus les droits des Roms en France. Elle s'efforce de réaliser un état des lieux dans les pays d'Europe centrale, où les Roms sont particulièrement nombreux et victimes des discriminations les plus criantes. Ses responsables, soutenus par la fondation Abbé Pierre et la Ligue des droits de l'Homme, viennent d'interpeller les candidats, réclamant l'abrogation des lois «racistes» de 1969 et un meilleur traitement de la part des autorités.

Le sujet des gens du voyage est toujours un dossier sensible pour les élus. Au niveau national, placer le débat sur le terrain des droits de l'homme les oblige à des positions généreuses; c'est le profil adopté par ceux qui ont participé à la conférence de presse du 29 mars, dans les locaux de la FNASAT: un élu socialiste a estimé qu'il fallait respecter chaque citoyen, et la représentante de François Bayrou a annoncé que son candidat souhaitait l'abrogation du livret de circulation. Mais chacun sait que, sur le terrain local, la situation est plus délicate, la présence de gens du voyage sur le territoire d'une commune provoquant presque toujours l'opposition des riverains.

Emmanuel Pic

Source : Agoravox

[http://www.agoravox.fr/article.php3?id\\_article=21949](http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=21949)

---

## Serbia/Kosovo

---

### Späte Rückkehr: Roma ziehen in neue Häuser in Mitrovica

3. April 2007

Wenn es um die Zukunft der serbischen Provinz Kosovo geht, dann ist normalerweise von Kosovo-Albanern und Serben die Rede. Von der drittgrößten Bevölkerungsgruppe - den Roma - erfährt man wenig. Und das, obwohl sie die einzigen sind, die noch immer in provisorischen Flüchtlingslagern leben. Wie etwa in der geteilten Stadt Mitrovica. Doch fast acht Jahre nach ihrer Vertreibung im Sommer 1999 kehren jetzt die ersten wieder zurück.

“Ist gut hier, oder? Sehr gut ... “

Stolz führt Ekrem Gushani durch sein neues Haus: freundliche helle Zimmer mit Dielenfußboden. Vor einer Woche ist er aus Montenegro zurückgekehrt, wo er seit seiner Abschiebung aus Deutschland gelebt hat.

“Ist neu. Strom ist alles ok. Geht schon. Zweite Zimmer ist da ... und die Küche ist da. Ganz mit neuen Sachen. Ist ok.”

Ekrem ist zufrieden. Er steht im ersten Stock und blickt aus dem offenen Fenster auf die ersten Ergebnisse des größten Rückkehrerprojekts des Kosovo: Zwei größere Apartmentblocks und gut zwei Dutzend Einfamilienhäuser, die vereinzelt auf dem weitläufigen Gelände stehen. Es ist ein warmer Frühlingstag. Nebenan werden Möbel von einem Transporter abgeladen. Zwischen den Häusern spielen Kinder. Soldaten und Polizisten laufen Patrouille.

“Diese Mahala, das war ganz, ganz gute. Alte, aber war gut. War schönes Musik, tanzen, essen, trinken. Ich weiß genau wie war meine Haus. Das war mit 120 qm. Hier war meine große Haus, meine Opas. Und dann war da noch Brunnen. ... Aber jetzt ist gut. Alles in Ordnung.”

Zwiespältiger dagegen die Stimmung im Flüchtlingslager Cesmin Lug im serbischen Nordteil von Mitrovica. Hier leben die ehemaligen Bewohner der Mahala, die sich die Flucht ins Ausland nicht leisten konnten. Bretter- und Wellblechbuden ziehen sich an einer Eisenbahnlinie entlang - in unmittelbarer Nähe der Abraumhalde einer Bleimine. Der Wind wirbelt Staub über die unbefestigten Wege. Kinder spielen zwischen den Behausungen, an einer Wasserstelle waschen Frauen Teppiche. Daneben steht Latif Masurica, Sprecher der Flüchtlinge.

“Wir müssen zurückkehren, weil wir es nicht länger ertragen können in diesen Baracken. Aber wir fürchten um die Sicherheit. Die Gemeinde hat uns zwar Sicherheit versprochen. Aber jedem einzelnen können sie keine Sicherheit bieten. Das ist das größte Problem.”

1999 waren die bereits in Mitrovica stationierten NATO-Truppen nicht in der Lage, die Zerstörung des Roma-Viertels zu verhindern. Jetzt sollen regelmäßige Militär- und Polizei-Patrouillen dafür sorgen, dass nichts passiert. Doch viele Flüchtlinge bleiben skeptisch. Artan Bajrami war seit dem Krieg nicht mehr im albanischen Südteil der Stadt - aus Angst vor Übergriffen.

“Die internationale Gemeinschaft hat viel versprochen, aber wenig gehalten. Deshalb sind die Leute aggressiv und nervös. Es herrscht eine sehr angespannte Stimmung. Aber es gibt keine Alternative. Wir müssen zurückkehren. Denn wo sollen wir sonst leben?”

Der Grund für Artans Misstrauen gegenüber der internationalen Gemeinschaft: Während die meisten zerstörten Dörfer nach dem Krieg schnell wieder aufgebaut wurden, sind die Roma-Flüchtlinge von Mitrovica lange Zeit sich selbst überlassen worden. Das änderte sich erst vor zwei Jahren: Die internationalen Medien berichteten darüber, dass das Gelände des Flüchtlingslagers stark bleiverseucht ist. Bekannt war das schon lange. Aber erst durch den öffentlichen Druck, sah sich die UN-Verwaltung gezwungen zu handeln.

Am Eingang zum Lager werden Möbel auf die Pritsche eines Transporters gewuchtet. Eine weitere Familie zieht um. Latif beobachtet die Szenerie mit gemischten Gefühlen. Denn selbst, wenn alles gut geht: Es bleibt das Problem der riesigen Arbeitslosigkeit, die bei den Roma bei fast 100 Prozent liegt.

Teil des Rückkehrerprojekts sind deshalb auch eine Reihe von beschäftigungsfördernden Maßnahmen. Doch die alleine werden kaum ausreichen, um alle Rückkehrer zu ernähren, befürchtet Latif.

“Ich hoffe, dass es gut werden wird und dass die Leute sich frei bewegen können, um selber Arbeit zu suchen. Auch wir Roma müssen das Recht haben, eine Arbeit zu finden, damit wir leben können wie normale Menschen. Ohne Arbeit ist die Rückkehr wertlos. Denn schließlich können wir unsere neuen Häuser nicht essen.”

Quelle: Deutschlandradio

<http://www.dradio.de/dlf/sendungen/europaheute/611837/>

---

## Slovenia

---

### **Roma-Familie Strojjan sorgt wieder für Schlagzeilen**

Dorfbevölkerung verhinderte mit Straßensperren Rückkehr nach Ambrus

17. April 2007

Laibach - Die Roma-Familie Strojjan, die im Herbst 2006 auf Druck der einheimischen Bevölkerung umgesiedelt worden war, sorgt wieder für Schlagzeilen. Die rund 30-köpfige Familie, die seit vier Monaten in einem staatlichen Gebäude im Vorort von Laibach (Ljubljana) vorläufig untergebracht ist, versuchte am Montag zurück zur ihrem Grundstück bei der nahe gelegenen südslovenischen Ortschaft Ambrus heimzukehren, was die Einwohner erneut auf die Barrikaden trieb.

Wie schon zuvor verhinderten die Dorfbewohner mit Straßens

peren die Wiederansiedlung der Roma-Familie in ihrer Nähe. Unter Protest von rund 300 Bewohnern kehrte die Familie dann Montagabend nach Laibach zurück. Sie zeigte sich bereit, noch drei Wochen in der vorläufigen Unterkunft zu bleiben, bis der vom Staat versprochene Ersatzwohntort vorbereitet wird.

Quelle:

<http://derstandard.at/?url=/?id=2845868>

---

## Spain

---

### Life is grim for Spain's Roma

17 April 2007

Madrid: The Roma in Spain may have been instrumental in creating flamenco, but members of this community - the oldest minority group in the country - continue to be socially marginalized and suffer discrimination, a study has found.

The survey, commissioned by the Labor and Social Affairs Ministry and carried out in 1,600 Roma households, paints a grim picture of a community of 700,000 people where poverty and illiteracy are high and a sense of injustice is pervasive.

The views of the Roma contrast sharply with those of Spain's four million immigrants, who feel comfortable in their adopted society, surveys indicate. Spain has earned plaudits in recent years for managing to absorb Europe's fastest-growing immigrant population with relatively little friction.

"It is worrying," Amparo Valcarce, deputy minister for social affairs, said in a telephone interview. She called the social gap between the Roma and the Spanish population as a whole "abysmal."

"These people have been living with us for 500 years," Valcarce said. "They are Spanish, but they have not been well integrated."

Spain's population of Roma - the largest in Western Europe - form the biggest minority group in the country. Like the wider Roma population, they have a history of persecution.

Known in Spain as Gitanos and commonly called Gypsies in English, the Roma are believed to have migrated to Europe from the Punjab region, now shared by Pakistan and India, at the beginning of the last millennium. They settled in Spain about 500 years ago, but were persecuted for centuries as Catholic rulers tried to assimilate or expel minorities.

The Roma were traditionally concentrated in the southern region of Andalusia, where they played a key role in the development of flamenco, the soulfully rhythmic music and dance that are Spain's iconic art form. The Punjabi melodies and rhythms brought by the Roma are considered just one of the musical influences that gave rise to flamenco, along with Arabic, Jewish and Andalusian folk music. But the Roma incubated the art form, which only gained wider recognition in the last 200 years.

The new study of the Roma, made public late last week, was commissioned by the Socialist government of José Luis Rodríguez Zapatero to guide official programs aimed at helping the community.

Valcarce said a labor bill being debated in Parliament would provide a new mechanism for self-employed people - like the large Roma population of traveling salesmen - to pay and claim social security benefits. The government is drafting another bill that would subsidize and offer tax breaks to companies that employ marginalized or disabled people.

Three-quarters of those polled in the survey, which was conducted by the National Statistical Institute, were on temporary work contracts or were self-employed. Seventeen percent received some kind of social benefit - three times the national average.

The survey showed poor levels of literacy and school attendance among the Roma: 15 percent of those polled were illiterate and the same percentage had attended school for five years or less. Just a third had attended school to the minimum legal age of 16, and only a tiny 0.2 percent had received university-level education, compared with a national average of 20 percent.

Juan de Dios Ramírez-Heredia, head of Unión Romani, a Spanish organization that represents the Roma, said that illiteracy levels in the community were in fact close to 40 percent but had fallen from about 80 percent three decades ago as a result of government programs that have helped the younger generation.

In the poll, two in five said their father was illiterate and three in five said their mother was illiterate.

"The situation before was shocking," said Ramírez, who expects illiteracy rates to halve again over the next six or seven years. "You don't see figures like this in Rwanda or Burundi." According to the survey, 47 percent of Roma consider racism or discrimination to be their biggest problem. More than half of those surveyed said they had been discriminated against when they tried to get a job or rent an apartment.

Four out of 10 said they had encountered discrimination when doing everyday things, like shopping or going to a bar, swimming pool or disco.

Victoria Burnett

Source: International Herald Tribune  
<http://www.ihf.com/articles/2007/04/17/news/roma.php>

---

## **Un partido de extrema derecha presenta a dos gitanos como candidatos a las alcaldía de Benidorm y Crevillente**

12 de Abril de 2007

"No es un partido racista, sino que rechaza la inmigración descontrolada", asegura uno de los gitanos candidatos.

En Crevillente, el elegido es el patriarca (gitano más anciano) del municipio.

La dirección del partido de extrema derecha España 2000 ha decidido incluir, para las próximas elecciones del 27 de mayo, como candidatos a las alcaldías de las localidades alicantinas de Benidorm y Crevillente a dos hombres de raza gitana.

La formación política, caracterizada por su rechazo a la inmigración, asegura desde sus filas que con esto demuestra que "no es un partido racista, sino que está en contra de la inmigración descontrolada", según informa ABC.

Francisco José Marcilla, un joven de 24 años nacido en Benidorm, se puso en contacto con la dirección del partido para proponer crear una lista en esta localidad de la provincia de Alicante, algo que aceptaron y que se confirmará este sábado, cuando Marcilla sea presentado la Casa de Asturias de este municipio.

Respecto a su ascendencia gitana, Marcilla asegura que nunca ha sido un problema, como ocurre en Crevillente, otra localidad alicantina, cercana a Elche, en la que el candidato de España 2000 al consistorio será el 'patriarca' de la localidad (gitano de mayor edad de la localidad), según fuentes del ayuntamiento del municipio.

"Es una persona muy conocida en el pueblo, al que respetan y aprecian tanto los gitanos como los que no lo son", aseguraron dichas fuentes.

Fuente: 20minutos

<http://www.20minutos.es/noticia/222135/0/gitanos/partido/ultraderecha/>

---

### **Ibiza: Una asociación gitana atribuye a Lurdes Costa comentarios racistas**

La Asociación Gitana Chavorró criticó ayer a la teniente de alcalde del Ayuntamiento de Eivissa, Lurdes Costa, por haber realizado supuestamente unos comentarios de índole racista contra este colectivo social.

Los hechos se remontan a un mitin del PP en el que el candidato Pere Palau aseguró que Costa había dicho que estaba «harta de gitanos y andaluces».

Según la Asociación Gitana Chavorró, el comentario realizado por Costa «está en boca de muchas otras personas totalmente ajenas al señor Palau». «Miembros de nuestra asociación le oyeron expresar este incalificable comentario. De hecho, la frase fue: `m´en vaig, que estic farta de murcianeria i gitaneria», explica un comunicado hecho público ayer por este colectivo gitano.

«Los gitanos nos sentimos profundamente agraviados por sus declaraciones y porque la realidad es que hasta hoy, el único partido que se ha dignado a reunirse con nuestra asociación ha sido el Partido Popular», añade la nota.

Sigue el comunicado elogiando al PP cuando dice: «El PP ha sido el único partido que se ha interesado por nuestras necesidades y reivindicaciones», y recalca que los 1.700 gitanos residentes en Eivissa «nos sentimos tan ibicencos como los que han nacido aquí». Lurdes Costa ya había negado con anterioridad haber pronunciado alguna vez la frase a la que aludió Pere Palau en su mitin.

Fuente: Diario de Ibiza

<http://www.diariodeibiza.es/secciones/noticia.jsp?pNumEjemplar=3037&pldSeccion=2&pldNoticia=160010&rand=1176265938992>

---

### **El 42% de los gitanos siente rechazo al entrar en algunos locales públicos**

*Lo que normalmente resulta fácil -ir a una piscina pública, entrar en una discoteca, comprar en una tienda- parece un empeño complicado para algunos. Casi la mitad de los gitanos se siente discriminado en las situaciones mencionadas y un tercio de ellos cree que su raza supone un impedimento cuando tratan de alquilar una vivienda. Sus opiniones, recogidas en*

*una exhaustiva encuesta del CIS, desmontan algunos tópicos: el 90% está a favor de que las mujeres trabajen fuera de casa. Y revelan carencias enquistadas: sólo uno de cada 500 tiene estudios universitarios y un 15% estuvo en la escuela menos de cinco años. El 17% de los hogares recibe ayudas sociales o de ONG para salir adelante.*

El Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales ha encargado esta encuesta al CIS para tener un diagnóstico antes de poner en marcha medidas para la integración sociolaboral de los gitanos. Se efectuaron 1.610 entrevistas en todas las comunidades, salvo Canarias y Ceuta y Melilla, a finales de 2006. Se calcula que la población de gitanos en España alcanza los 700.000.

Con fundamento o sin él, lo cierto es que los gitanos siguen percibiendo el racismo y la discriminación como dos de sus principales problemas: un 23% cita una u otra respuesta. Pero es el paro la preocupación más mencionada, lo hace el 38% de los encuestados. También consideran que el desempleo es el asunto más espinoso con el que ha de lidiar la población en general. La percepción de los problemas en España difiere de los que ellos dicen sufrir como colectivo: la inseguridad ciudadana, las drogas, el terrorismo de ETA o la inmigración no son los asuntos que a ellos más les afectan en tanto que gitanos, aunque sí los perciben como grandes dificultades sociales en general.

La secretaria de Estado de Asuntos Sociales, Amparo Valcarce, destaca la "alta" consideración que tienen los gitanos por los estudios, a pesar "del esfuerzo que todavía hay que hacer en este ámbito": un 91% opina que tener estudios es muy o bastante importante en la vida de una persona y el 88% cree que se debe permanecer en el aula como mínimo hasta los 16 años. La realidad se encarga, sin embargo, de presentar el lado oscuro: un 15% ha estado menos de 5 años escolarizado y apenas uno de cada 500 tiene estudios superiores. En la población en general la cifra es muy superior, uno de cada ocho, aproximadamente, pasó por la universidad. Un 30% dejó los estudios para ponerse a trabajar y un 13% dice que así lo quisieron sus padres, y un altísimo 13% abandonó los libros porque tenía que cuidar de sus hermanos. La falta de estudios es una razón más que presumible de la dificultad posterior para encontrar trabajo. En cualquier caso, los gitanos opinan que la discriminación también está detrás del desempleo del colectivo. El 17% de los encuestados declaró que recibe ayudas sociales o de ONG para salir adelante.

"Lo que importa no es tanto si la discriminación es real o no, sino que ellos así lo perciben. Por tanto, hay que insistir en los programas sociales y hacer un esfuerzo especial en el empleo", reconoce Valcarce. Recuerda que el objetivo del ministerio es sacar antes de que termine la legislatura la Ley de Empresas de Inserción Social, que detalle cómo se articularán las ayudas y subvenciones para estas empresas que contratan a colectivos desfavorecidos que encuentran dificultades añadidas en la búsqueda de un empleo. Valcarce explica que el Estatuto del Trabajador Autónomo, que se tramita en el Senado, recogerá "un tratamiento específico para la venta ambulante", la ocupación mayoritaria de los gitanos.

Mientras tanto, la encuesta revela que algunas opiniones de los gitanos siguen la misma senda de los cambios sociales. El 90% considera que las mujeres, solteras o casadas, deberían trabajar fuera de casa si así lo quieren, y el 82% sabe que los estudios no son más importantes para los chicos que para las chicas. Aunque todavía hay quien cree (19%) que en cuestiones de dinero es el marido el que debe tomar las decisiones. Piensan también (87%) que los hijos han de obedecer "siempre" a sus padres.

La integración de los gitanos en todos los ámbitos es uno de los objetivos por los que se ha encargado este estudio de diagnóstico. Pues bien, en el círculo de amigos o conocidos el 65,7% dice mantener relaciones con gitanos y payos por igual y casi un 80% tiene entre los payos "amigos íntimos". Casa y religión

En uno de cada cuatro hogares gitanos conviven una familia, padres o madres con hijos junto a otros parientes, con o sin hijos. Y no todas estas viviendas tienen las condiciones básicas: a algunas les falta agua corriente, ducha o bañera o un inodoro dentro de la casa; un 7,7% de los encuestados afirma que no dispone de agua caliente. Otros problemas son aún más acusados. Un 46,7% contestó que tenía goteras, humedades en paredes, techos, cimientos y podredumbre en los suelos y ventanas. Un tercio se queja de falta de luz natural suficiente en algunas de las habitaciones y algunos más afirman sufrir los ruidos excesivos del tráfico o de fábricas cercanas. La delincuencia o vandalismo en la zona también afecta al 31% de los encuestados. La mitad de ellos tiene la casa en propiedad. El 40% de los gitanos se declara católico; el 49% de otra religión, mayoritariamente evangelistas (protestantes). Pero el 22% de los creyentes no va nunca a misa o rito similar y un 13% acude menos de una vez al año. El 31% va varias veces a la semana.

Fuente: rojo y negro

[http://www.rojoynegro.info/2004/article.php?id\\_article=16610](http://www.rojoynegro.info/2004/article.php?id_article=16610)

---

## **El pueblo gitano defiende su identidad cultural en España y la UE**

14 de Abril de 2007

*«Nosotros también somos españoles y hemos ayudado a vertebrar nuestro país»*

«Nosotros no somos gitanos españoles, somos españoles gitanos». Este aparente juego de palabras, pronunciado ayer por Juan David Santiago Torres, educador social en Alicante y miembro de la comunidad gitana, resume una reclamación de casi un millón de españoles, el reconocimiento de su identidad y, al mismo tiempo, de su pertenencia a un proyecto común, nuestro propio país.

Santiago Torres, quien también es responsable de Educación y Juventud de la Federación de Asociaciones Gitanas de la Comunidad Valenciana, acudió ayer a Albacete para participar en los actos que cerraron la Cuarta Semana Cultural Gitana en la sede de la Defensora del Pueblo de Castilla-La Mancha. Fue el encargado de pronunciar la ponencia «Participación Social en el Pueblo Gitano».

«Nosotros también somos España», afirmó en rueda de prensa junto a la Defensora, Henar Merino, «y por eso no creo que sea cierto que haya 800.000 gitanos que viven en España, es justo al revés, hay 800.000 ciudadanos españoles que, además de españoles, somos gitanos; nosotros también hemos puesto nuestro grano de arena para vertebrar España y muchas manifestaciones sociales y culturales que se asocian a nuestro país serían imposibles de entender sin nuestro pueblo».

En este sentido, y al hilo del proceso de revisión de los Estatutos de Autonomía en diferentes comunidades autónomas españolas, Santiago celebró que, por ejemplo, y en el caso de Cataluña, se hayan dado iniciativas políticas para reconocer la identidad cultural de estos 800.000 españoles, una vieja petición de este grupo de ciudadanos.

«No queremos hablar de agravios del pasado o deudas históricas, ni tenemos peticiones territoriales», puntualizó, «sino, simplemente, que se reconozca nuestra identidad cultural».

Un reconocimiento que, en los últimos años, ha avanzado muchísimo, pero en el que aún queda mucho camino por recorrer. En este sentido, Santiago recordó que, tras la incorporación de los países del Este a la UE, millones de gitanos se han incorporado al proyecto europeo, como ciudadanos de países con fuertes comunidades gitanas como Rumanía, Bulgaria o Hungría.

«Hay países de Europa donde el romaní es una lengua reconocida por el Estado», señaló, «y

donde los gitanos tienen a su disposición emisoras y medios de comunicación; hay parlamentos que les reservan escaños en sus hemiciclos hay, en fin, una presencia pública e institucional en la que, en España, nos queda mucho por hacer».

Por su parte, y en esta misma línea, la Defensora del Pueblo, Henar Merino, recordó que «la recién creada agencia para los derechos fundamentales de la UE concede una especial importancia a la comunidad gitana» y que los gitanos también deben buscar su sitio en una Europa cuyo uno de sus principales retos «es mantener y respetar la necesaria identidad y diversidad cultural de los diferentes pueblos y personas que la forman» aunque este también es un camino en el que queda mucho por hacer «pues en Europa, hasta ahora han prevalecido los asuntos económicos y financieros; es ahora cuando empiezan a plantearse las cuestiones sociales».

Emilio Fernandez

Fuente: La Tribuna de Albacete

<http://www.latribunadealbacete.es/secciones.cfm?secc=Local&id=451244>

## Vacancies

### Project Manager and Project Assistant

The European Roma and Travellers Forum is looking for a Project Manager and a Project Assistant to set up its new subsidiary in Brussels.

#### *Job Description (Project Manager)*

- in cooperation with the Secretariat of the Forum, set up and maintain a functional office in Brussels,
- establish and maintain good working relations with the European Commission, Parliament and other EU institutions and national government representations,
- liaise with the national member organizations and the Secretariat in Strasbourg and keep them informed about relevant developments affecting Roma at EU level,
- in cooperation with the ERTF Secretariat, draft regular reports on specific policy areas,
- in cooperation with the Secretariat and the network members issue policy recommendations to the EU institutions on specific policy areas and policies affecting Roma,
- establish and maintain good working relations with civil society organizations working in Brussels, in particular with the Commission sponsored networks.

#### *Requirements*

- University degree in Social Sciences or Law,
- minimum of three years of experience in a similar position with a national NGO or public administration,
- knowledge and understanding of the situation of Roma in Europe,
- knowledge and understanding of EU politics, in particular on areas which particularly affect Roma,
- good communication and writing skills,
- professional fluency in English and good knowledge of Romani compulsory,
- additional language skills in particular of French will be considered as an asset.

#### *Job Description (Project Assistant)*

- assist the project manager in his/her daily duties,
- perform administrative tasks including book-keeping.

### *Requirements*

- University degree in Social Sciences or Law or commensurate professional experience,
- professional fluency in English and good knowledge of Romani compulsory,
- additional language in particular of French and Dutch will be considered as an asset,
- flexibility and adaptability.

Candidates must be nationals of a Council of Europe member State and must be aged under 55 on the closing date of the vacancy notice.

Both positions are initially limited until 15 December 2007.

### *Applications*

Interested persons should send their application together with a cover letter and CV outlining their interest and experience in English, French or Romani to:

European Roma and Travellers Forum  
c/o Council of Europe  
rue Tureau  
F - 67075 Strasbourg

E-mail: [ertf@ertf.org](mailto:ertf@ertf.org)

Letters of recommendation from Roma or Traveller NGOs as well as of recommendation from a former employer will be appreciated.

### **Intern positions**

The European Roma and Travellers Forum is looking for qualified interns to support the work of its Secretariat in Strasbourg.

### **Task description**

- Assisting the secretariat's staff with administrative duties including correspondence and telephone call;
- Compiling information on the situation of Roma in particular countries;
- Assisting in the preparation and follow-up of meetings

### **Minimum requirements**

- Undergraduate studies in a relevant field or commensurate professional experience
- Knowledge and interest in Romani and Human Rights issues
- Good knowledge of English and Romani
- Computer skills
- Flexibility and adaptability
- Previous experience in working with international organisations or national governments and knowledge of additional languages will be considered as an asset.

## Applications

Interested persons should contact the ERTF Secretariat:

European Roma and Travellers Forum

c/o Council of Europe

rue Tureau

F - 67075 Strasbourg

Tel.: 00 33 3 90 21 53 50

e-mail: [ertf@ertf.org](mailto:ertf@ertf.org)

Letters of recommendation will be appreciated.

---

Established in 2004, the European Roma and Travellers Forum is the European Romani interest representation which gathers Romani organisations from all over Europe. Its aim is to promote the effective exercise by Roma and Travellers of all human rights and fundamental freedoms as protected by the legal instruments of the Council of Europe and other international legal instruments. A partnership agreement with the Council of Europe gives the Forum a unique status and makes it a prime interlocutor for the Council of Europe and national governments on issues affecting Roma communities.

ERTF Update is an information bulletin on Roma issues. The views represented in the articles and comments do not necessarily represent the view of the European Roma and Travellers Forum. For reactions and comments please write to [ertf@ertf.org](mailto:ertf@ertf.org).